

LOIRE INFRASTRUCTURES

A45 : énième coup de poignard ?

Mardi, la ministre des Transports, Elisabeth Borne, a lancé les Assises nationales de la mobilité qui se termineront en décembre. Les autoroutes ne semblent plus être la priorité du gouvernement... Réactions dans la Loire.

■ « Le conseil d'État a validé, donc le ministre doit signer »

Mardi, Benoît Fabre, le président du Medef était stupéfait... Il ne pouvait même pas imaginer un instant que le projet de l'A 45 soit remis en question. « Les procédures sont terminées. On attend juste la signature du ministre des Transport », expliquait-il, tout en restant optimiste. « Il serait surprenant que l'A45 ne soit pas dans la liste des grands projets du gouvernement. » Et de justifier, une fois de plus, l'utilité de cette autoroute : « L'A 45, c'est justement un problème de mobilité quotidienne et d'amélioration des conditions de vie des gens qui travaillent dans les métropoles de Saint-Étienne et de Lyon. »

■ « On attend les engins pour une ouverture en 2022 »

De son côté, Sylvie Plotton, secrétaire général de la fédération des Trans-

ports routiers, ne mâchait pas ses mots... « Pour nous, le décret concessionnaire est signé. C'était la dernière étape de la procédure. Le tour de table financier a été réalisé. Maintenant, on attend les engins de chantier. » Mme Plotton affirme que « un État qui lance une procédure doit aller jusqu'au bout. Il y a eu un temps de discussion, de concertation et un temps de procédures. Ce n'est pas parce que l'on change de président ou de ministre que les projets qui ont été actés et validés, doivent être remis en cause ». Si c'est une question d'argent, Sylvie Plotton estime « qu'il aurait aussi fallu stopper la candidature des JO à Paris ». Pour M^{me} Plotton, l'A45 permettra au territoire de retrouver de l'oxygène. « Il y aura un retour sur investissements. Certaines entreprises ont le pied sur l'accélérateur pour faire démarrer des projets dès que l'A45 sera lancée ».

■ « Rien n'est décidé, attendons la fin des assises »

Du côté des élus, Gaël Perdriau, qui était justement aux Assises de la mobilité, mardi, fait savoir qu'il « ne lâchera rien. L'A45, comme le tramway, sont indispensables pour le territoire ». Seule Valéria Faure-Muntian, dépu-



■ Le principal argument des défenseurs de l'A45 est de désengorger l'A47.

Photo Richard MOUILLAUD

tée LREM de la troisième circonscription de la Loire (où devrait passer l'A45), tempore : « Rien n'est décidé, attendons la fin des assises et de savoir ce qu'il va en ressortir ». Elle annonce qu'elle va réunir « prochainement les acteurs économiques pour donner un nouvel essor à la vallée du Gier ». Sans vraiment avoir d'avis tranché sur l'A45 : « Mais ce qui est sûr, c'est que l'A47, telle qu'elle existe, nécessite une alternative. »

Frédéric Paillas
et Jean-Hugues Allard

ZOOM

Les raisons de s'inquiéter

Alors que s'ouvraient, mardi, les Assises de la mobilité, le gouvernement d'Édouard Philippe a complètement revu l'agenda des grands projets pour les transports a annoncé lejdd.fr. Plusieurs d'entre eux ont été suspendus et aucune nouvelle autoroute ne serait prévue selon les révélations du journal. Il n'y aurait aucun plan de relance autoroutier, comme l'a affirmé Elisabeth Borne, ministre des Transports. Cette dernière souhaite que l'État investisse d'abord sur le « réseau non concédé », celui qui n'est pas géré par les sociétés autoroutières. Si l'A45 n'a pas été clairement citée, on ne voit pas pourquoi ce segment de 55 km entre Saint-Étienne et Lyon échapperait au coup de rabot. Rappelons que l'État doit s'engager à hauteur de 397 M€ pour le financement de cet ouvrage qui doit coûter 1,5 milliard d'euros et être réalisé par le groupe Vinci.